

Les subsides

Un «saut à bisons» était un piège permettant d'exterminer d'immenses troupeaux de bisons pour que l'expansion coloniale puisse se poursuivre.

Éliminer les bisons équivalait à supprimer le moyen de subsistance des Indiens, autrement dit, c'était un acte de génocide. La décision du premier ministre de couper les ressources financières aux Indiens est la preuve que la stratégie exposée dans le mémoire présenté au cabinet est appliquée. L'objet manifeste est d'anéantir l'efficacité politique des premières nations—d'exterminer le corps politique.

Au cours des 15 dernières années, les premières nations ont énormément évolué sur le plan politique. Au point que les collectivités des premières nations, les conseils de tribus, les organismes régionaux et nationaux, sont de plus en plus en mesure d'évaluer et de résoudre les nombreux problèmes qui se posent aux peuples indiens.

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre. Le député pourrait-il terminer dans quelques secondes?

M. Crombie: Donnez-lui encore un peu de temps, monsieur le Président.

M. Penner: Monsieur le Président, puis-je demander la permission à la Chambre de poursuivre? Je n'en ai que pour quatre ou cinq minutes, peut-être moins.

Des voix: D'accord.

M. Penner: Monsieur le Président, je remercie la Chambre de me permettre de terminer.

Je vais donc continuer à citer le document de l'Assemblée des premières nations. Voici la suite:

Cette évolution politique s'est manifestée d'une façon concrète quand les représentants des premières nations ont réussi à défendre avec succès leurs objectifs politiques à l'occasion des conférences des premiers ministres de 1983, 1984 et 1985.

● (1230)

Le premier ministre a dit de bien belles choses au public et au peuple indien au sujet des droits spéciaux des Premières Nations. Par ailleurs, les initiatives du gouvernement, qui visent à étouffer l'efficacité politique des Premières Nations, contredisent les déclarations du premier ministre.

Il y a de toute évidence une lutte idéologique qui se déroule au sein du caucus ministériel. Un éditorial publié dans *The Micmac News* qualifiait le rapport Nielsen de «monstrueux». Voici ce qu'il disait:

Il est renversant de constater qu'il existe toujours des idées aussi réactionnaires au gouvernement fédéral à une époque que le premier ministre Mulroney a appelée «une nouvelle ère» dans les relations entre le gouvernement fédéral et les peuples autochtones.

L'article dit ensuite:

Un conflit de taille oppose les deux camps. Le gouvernement Mulroney se montre-t-il enfin sous son vrai jour? Quelle est la véritable position du gouvernement? Toutes ces questions exigent une réponse immédiate.

Pour terminer, je tiens à signaler à la Chambre que j'ai présenté cette motion aujourd'hui pour convaincre le gouvernement du Canada de préciser sa position à l'égard des peuples autochtones. Voici un passage d'une lettre envoyée par l'Assemblée des Premières Nations au premier ministre:

La bonne volonté et la confiance mutuelle qui caractérisaient nos rapports avec votre gouvernement ont été sérieusement ébranlées. La politique gouvernementale va directement à l'encontre de nos objectifs qui consistent à affirmer notre caractère particulier et notre autonomie au Canada. L'Assemblée des Premières Nations exige que les documents soient divulgués et que le gouvernement fournisse toutes les explications voulues à propos de l'approche qu'il compte adopter et de la suite qu'il entend donner aux recommandations que renferment le rapport du groupe d'étude et le mémoire du vice-premier ministre au cabinet.

J'exhorte le gouvernement et les ministériels à mettre fin à cette confusion aujourd'hui même, car les autochtones du Canada sont en proie à l'incertitude, à la méfiance, au cynisme

et à l'indignation. Je vous prie d'y mettre fin. Adoptez dès maintenant des solutions énergiques qui seront justes et équitables envers nos premiers citoyens.

Des voix: Bravo!

M. le vice-président: Questions ou commentaires?

M. Skelly: Monsieur le Président, je ne prends pas à la légère la motion soumise à la Chambre au sujet des peuples autochtones. Je crois que la Chambre va assister à l'une des plus belles scènes d'hypocrisie qu'elle ait vues depuis bien des années. Même un coup d'oeil superficiel sur une collectivité autochtone prouve que ces collectivités ont été privées de soins sanitaires, de logements et d'ouvertures économiques satisfaisants. En fait, l'espérance de vie des autochtones est inférieure à celle de la moyenne des Canadiens. Leur espérance de vie est inférieure de très loin à celle de nombreux Canadiens. Je me demande comment l'opposition officielle, comment le parti Libéral du Canada qui, en fin compte, est le véritable responsable de cette situation, peut venir à la Chambre proférer ouvertement de telles critiques et faire de telles déclarations. Où était le député lorsque le précédent gouvernement libéral a été blâmé pour n'avoir pas su répondre aux besoins des peuples autochtones?

Tout ce que je dirai, c'est que le texte qui nous est aujourd'hui présenté sous forme de motion, et le ton qu'aura sans doute la prestation du parti libéral, ne sont qu'une manifestation de profonde hypocrisie.

M. Penner: Monsieur le Président, le pauvre député qui vient de prendre la parole est vraiment pitoyable. La peau de sectarisme qui le recouvre est si sensible qu'elle se rétrécit et lui donne l'allure d'un personnage grotesque. Toutes mes condoléances.

Il y a un siècle que les peuples autochtones sont victimes d'injustices. Je ne porte aux nues les efforts d'aucun gouvernement. Nous avons beaucoup travaillé avec un des collègues du député, le député de Cowichan-Malahat-Les Îles (M. Manly), pour lequel j'ai un profond respect, respect que je ne porte pas au député qui vient de parler. Ensemble, nous avons travaillé à l'élaboration d'un rapport unanime que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a qualifié d'apogée, parce qu'il y a la période qui précède le rapport et la période qui le suit. Je souhaiterais donc demander au député de grandir et de mûrir, et de venir avec nous essayer de résoudre un certain nombre de ces graves problèmes nationaux. Qu'il sorte de sa petite peau sectaire qui le ratatine, et qu'il s'épanouisse pour devenir un parlementaire. Nous nous en réjouissons tous.

M. Skelly: Monsieur le Président, cette esquivance de la question de fond est intéressante. Sans être partisan, j'estime que la responsabilité appartient bel et bien au gouvernement fédéral précédent. Celui-ci a gouverné pendant une cinquantaine d'années sans réussir à répondre aux besoins des autochtones. Il a joué à diviser pour régner et s'est amusé à provoquer des réactions brutales. Il a occasionné dans de nombreuses collectivités autochtones que je représente ainsi que d'autres de mes collègues les épisodes les plus ignobles de notre histoire. J'en suis fort inquiet. À l'exception du président du comité qui a publié le rapport du groupe de travail, l'ancien gouvernement possède sur cette question un dossier en tout point méprisable.